

COP9
1^{ère} table ronde

***Changements Climatiques, adaptation,
atténuation et développement durable***

**Intervention de la présidence marocaine
au nom du Groupe des 77 et de la chine**

Milan, 10 12 03

Excellences

Madames et messieurs,

Les conclusions du Troisième Rapport du GIEC indiquent clairement que les impacts négatifs des Changements Climatiques sont déjà en action dans notre monde, particulièrement, dans les pays en développement les plus vulnérables. Ceci explique la préoccupation des pays en développement et leur souci de réussir leur adaptation aux impacts négatifs des Changements Climatiques. Malheureusement, cette préoccupation majeure des pays en développement n'a pas encore eu l'attention urgente qu'elle mérite. En effet, ces impacts minent les efforts énormes fournis par les pays en voie de développement pour réaliser leur développement durable.

Par ailleurs on constate que les émissions des Parties annexe I en gaz à effet de serre continuent d'augmenter à un rythme alarmant malgré leurs engagements vis à vis de la Convention. Alors même que plusieurs Pays en voie de développement mettent en œuvre des stratégies d'atténuation dans leurs plans de développement, en dépit de leur niveau d'émission très bas.

Pour ce qui est des réalisations dans le cadre de la Convention dans les domaines de l'adaptation et de l'atténuation, on peut noter que :

- Des progrès limités ont été accomplis dans la mise en oeuvre des articles 4.8 et 4.9 de la Convention, depuis son entrée en vigueur.
- Les fonds créés par les Accords du Marrakech, destinés à faciliter l'adaptation ne sont pas encore opérationnels.
- A travers leurs Communications Nationales, les pays en voie de développement ont démontré leur engagement à contribuer à l'objectif ultime de la Convention, notamment en prenant des initiatives en matière d'atténuation des GES.
- Des efforts très limités pour atténuer les émissions des GES ont été consentis par quelques Partis Annexe I ; les principaux outils pour atteindre l'objectif ultime de la Convention, en particulier le Protocole de Kyoto, rencontrent encore des résistances.
- La plupart des pays en voie de développement ont ratifié le Protocole de Kyoto, montrant ainsi leur volonté d'aider les pays Annexe I à se conformer à leur engagement de réduction des émissions.

Excellences

Madames et messieurs

Le G77 et la chine a des attentes concrètes et précises sur ces aspects. Il s'agit notamment :

- De la mise en place d'un appui conséquent aux pays en développement, en particulier aux plus vulnérables d'entre eux, en matière de renforcement des capacités, de transfert de technologies et de financements additionnels pour faire face aux impacts négatifs des changements climatiques.

- D'une reconnaissance de l'adaptation comme priorité pour les pays en développement et de l'urgence de l'initiation d'actions concrètes notamment la mise en œuvre des Programmes Nationaux d'Adaptation (NAPAs)
- De l'entrée en vigueur du Protocole de Kyoto le plus tôt possible. Une considération doit également être donnée aux impacts négatifs de la mise en œuvre des mesures de riposte sur les pays en développement concernés. Un appui doit être apporté à ces pays pour diversifier leurs économies.

Notre souhait est de voir ces attentes réalisées dans un mouvement soutenu et global de la communauté internationale vers le Développement Durable .

COP9
Ministerial round tables

Technology, including technology use and development and transfer of technologies

Context

To achieve the objective of the Convention both for mitigating the effects of greenhouse gases emissions and for adapting to climate change, we require technology use and development, and rapid and widespread transfer of environmentally sound technologies (EST). These needs are particularly crucial for developing countries, which are adversely affected by climate change. However, as indicated by the various technical papers tabled during this Conference, not much progress has been done. Hopes for accelerated transfer and diffusion of EST has remained largely unfulfilled. Most government equated transfer of technology with commercialization citing private sector domain and IPR as the main reasons for such a failure. As such, developing countries continue to be lacking in scientific capacity to generate scientific inventions and produce technological innovations and to adapt and absorb technologies.

Achievements under the Convention

The Convention recognized that transfer of technologies is the basic element for developing country Parties to meet their commitments. This is clearly stipulated under Article 4.7 of the Convention. To facilitate such transfer, the Convention under Article 4.3 and 4.5 provides the necessary guidance for Annex II countries to carry out their commitments to ensure that transfer of technologies is carried out.

In this regard, the UNFCCC Reporting Guidelines contain a mandatory requirement for Annex II Parties to provide information on technology transfer activities including activities for financing access by developing countries to soft and hard environmentally sound technologies.

We are therefore pleased that COP 7 has set up the Expert Group of Technology Transfer to examine the effective means for transferring

technologies. We are also pleased that many developing country Parties have already done their technology needs assessments.

Expectations

Although we have seen some progress in this area, we believed that there are many more things that need and can be done to ensure faster rate of transfer of technologies in particular adaptation and mitigation technologies. Among them are:

- i. providing financial support to meet the full incremental cost of implementing all the technology needs identified by non- Annex I Parties,
- ii. disseminating information regarding existing EST,
- iii. establishing concrete programs such as joint research, access to and development of technology;
- iv. providing incentives to the private sectors in developed country Parties to facilitate the transfer of technologies;
- v. innovative financing of development and transfer of technologies;
- vi. promotion of indigenous technologies ;and
- vii encourage the south-south cooperation in the transfer of technologies.

COP9
3^{eme} table ronde

Evaluation des progrès réalisées aux niveaux national, régional et international pour se conformer à l'objectif de la Convention incluant les aspects scientifiques, d'information, politiques et financiers.

**Intervention de la présidence marocaine
au nom du Groupe des 77 et de la chine**

Milan, 11 décembre 03

Excellences

Madames et messieurs ,

La promesse essentielle dans les Accords sur les Changements Climatiques est la concrétisation de l'objectif ultime de la Convention dans le contexte de développement durable. Cette promesse est basée sur le principe de la responsabilité commune mais différenciée. Le Groupe des 77 et la Chine a démontré clairement sa volonté de concrétiser l'objectif et les promesses contenus dans les Accords sur les changements climatiques. Une grande majorité des membres de ce groupe a ratifié le Protocole de Kyoto.

Comme le stipule l'article 4.7 de la Convention, les pays en voie de développement mettent en œuvre leurs engagements vis à vis de la Convention à la mesure de la mise en œuvre, par les pays annexe I, de leurs engagements en matière d'octroi des ressources financières et du transfert de technologies.

Le Mécanisme pour un Développement Propre ouvre des horizons pour le renforcement de la coopération internationale, l'accélération du développement des capacités dans les pays en voie de développement et la création d'une sensibilisation significative pour la ratification.

Pour ce qui est des réalisations dans le cadre de la Convention on peut noter qu'au niveau politique, différentes initiatives ont été prises, programmées et mises en place par des pays du Groupe des 77 et de la Chine pour lutter contre les changements climatiques dans différents secteurs comme l'efficacité énergétique et les technologies propres, la gestion des déchets et l'utilisation des sols.

Concernant l'information, des efforts importants ont été accomplis par les pays du Groupe des 77 et la Chine dans les domaines de la formation, l'information et de la sensibilisation. A travers le processus d'élaboration des communications nationales à la Convention, les pays en voie de développement fournissent différentes informations sur leurs émissions par les sources et l'absorption par les puits ainsi que les étapes franchies dans leur mise en œuvre de la Convention.

En matière scientifique, des actions coordonnées ont été prises dans le domaine de la recherche, de l'observation systématique et de la modélisation du climat contribuant à une meilleure compréhension des Changements Climatiques et de leurs impacts. Autant que possible, les experts des pays en voie de développement ont progressivement augmenté leurs participations aux travaux du SBSTA et du GIEC.

Excellences

Madames et messieurs

Partant du constat que la plus grande partie des émissions de GES provient des pays développés, tant historiquement qu'actuellement, que les émissions par habitant dans les pays en voie de développement restent faibles et que ces émissions devraient croître pour répondre à leurs besoins de développement socio-économique, **les attentes pour notre Groupe sont les suivantes :**

- A fin de permettre aux pays en voie de développement de progresser dans leurs efforts de lutte contre les changements climatiques et de parer aux impacts négatifs des mesures de riposte, il y a un besoin urgent d'accroître de façon significative les efforts consentis par les pays développés en matière de transfert des ressources financières et de technologies, de renforcement des capacités et des institutions conformément à leurs engagements pris dans le cadre de la Convention.
- Il y a un besoin urgent de permettre une participation plus large des pays en voie de développement dans les efforts **scientifiques** pour lutter contre les changements climatiques . A ce niveau des difficultés manifestes sont enregistrées dans le cadre du GIEC, où seul l'anglais est utilisé comme langue de travail et où la participation des experts des pays en voie de développement reste limitée.
- Pour progresser en matière **d'information** sur les Changements climatiques, l'appui des pays développés pour l'élaboration des communications nationales des parties non annexe I a besoin d'être amélioré par la simplification des procédures permettant de bénéficier des ressources financières allouées par le FEM. Il paraît aussi

nécessaire d'améliorer les méthodologies et l'accès aux données.

- Le retard enregistré par certains pays au niveau de la ratification du PK a empêché son entrée en vigueur au détriment de la protection du climat mondial .**Le groupe des G77 et de la chine demande de façon urgente aux pays qui n'ont pas encore ratifié le Protocole de Kyoto de le faire dans les meilleurs délais.**